

GROS PLAN

Guillaume SORO ou la volonté à toute épreuve d'aller à la paix

INTERVIEW

Honorable Issiaka FOFANA

FOCUS-POLITIQUE

**LA JKS-GPS :
LEVIER DE MOBILISATION
D'UNE JEUNESSE SOLIDAIRE
AUTOUR DE GUILLAUME SORO**

DOSSIER

Acte 5 des discussions pouvoir - opposition

DIALOGUE POLITIQUE OU LEURRE POLITIQUE ?

- **Rapport final de la phase 5 du dialogue politique**
- **La parole aux militants de GPS**



éDITO

Par **Abi-Daman KONÉ**

Rédacteur en chef

QUE FLEURISSE LA SINCÉRITÉ DANS LES CŒURS !

Si la Côte d'Ivoire post-coloniale a pu jouir pendant trois décennies d'une relative stabilité sociopolitique enviée dans une Afrique en proie alors à des convulsions endémiques, c'est bien parce que son défunt premier président Félix HOUPHOUËT-BOIGNY a fait du dialogue, le pilier de sa gouvernance.

Réputé pragmatique et d'un génie politique avéré, il a compris que le grand bâtisseur qu'il fut ne pouvait bâtir la Côte d'Ivoire sans les vertus préalables du dialogue, de l'écoute et du compromis.

Tracer des routes et jeter des points entre les cœurs, les esprits et les composantes tribales étaient à ses yeux tout aussi sinon plus important que de les réaliser entre les quartiers, villes et régions du pays. L'oasis de paix, de stabilité et de prospérité que fut la Côte d'Ivoire dans un désert d'instabilité, de pauvreté et de misère trouvait ses ressources dans cette vision humaniste du sage de Yamoussoukro.

Ainsi, sans y être contraint par quelque recommandation extérieure, il initiait régulièrement ce qu'il baptisa alors «Journées du dialogue national» au cours desquelles toutes les couches sociales sans exclusive s'exprimaient et exposaient les



préoccupations qui étaient les leurs. En somme, des forums de libre expression où la parole était libérée.

Dans un contexte africain dominé par la pensée unique et le bâillonnement des peuples, il fallait le faire !

Une chose est de dialoguer, une autre est de donner suite au dialogue par l'application des recommandations qui en émanent. Ce qui pose la question de la sincérité qui devrait fonder toute initiative de dialogue visant à anticiper ou à solutionner les crises. Et contrairement à l'ère houphouëtienne où elle était constamment invitée, la sincérité est évitée dans la plupart des initiatives de dialogue politique dans la Côte d'Ivoire post-houphouëtienne. Ce qui explique le drame ivoirien des trente dernières décennies et son flot de larmes et de sang.

Débarrassé des scories des calculs politiques, le dialogue politique se doit d'être inclusif. C'est d'ailleurs là la caractéristique première permettant d'en déterminer la sincérité.

Vivement donc que fleurisse la sincérité dans les cœurs !!!

01 POLITIQUE

DOSSIER

DIALOGUE POLITIQUE ET RÉCONCILIATION : LA CÔTE D'IVOIRE À L'HEURE D'UN LEURRE.

.04

INTERVIEW

Honorable Issiaka FOFANA

.08

LA PAROLE AUX MILITANTS GPS

.10

RAPPORT FINAL DE LA PHASE 5 DU DIALOGUE POLITIQUE

.08

FOCUS

LA JKS-GPS : LEVIER DE MOBILISATION D'UNE JEUNESSE SOLIDAIRE AUTOUR DE GUILLAUME SORO

.14

02 GROS PLAN

DOSSIER

GUILLAUME KIGBAFORI SORO OU LA VOLONTÉ À TOUTE ÉPREUVE D'ALLER AU PARDON ET À LA RÉCONCILIATION VRAIE ET SINCÈRE

.15

03 VIE DES DÉLÉGATIONS ET MOUVEMENTS POLITIQUES PLAN

.15

GPS HAMBOL

Tournée d'évaluation et de remobilisation dans le Département de Niakara.

GPS YOPOUGON

Séance d'évaluation de la Délégation GPS de Yopougon.

R-GPS TCHOLOGO

Tournée de remobilisation dans la sous-préfecture et la commune de Ferké.

Assemblée Générale Extraordinaire de EG72-GPS

La Délégation communale GPS de Yopougon célèbre les femmes de la commune.

FERKE

La JKS-GPS pose des actions sociales au nom de Guillaume SORO.

COIN DU BONHEUR

M. DIOMANDÈ Lanciné, Point focal Gps-Bafing convole en justes noces avec Mlle Mariam OUATTARA

SPORT

GPS M'bengué : Tournoi de football doté du trophée Guillaume SORO.

FMS : Tournoi de la Paix doté du trophée Guillaume SORO à Nediékaha (Niakara)

SOMMAIRE

LA REVUE GPS

Directeur de publication : Guillaume SORO

Rédacteur en chef : Abi-Daman KONE

Éditeur : cellule de communication de GPS

Contact : 07 77 77 77 77

01 POLITIQUE

**PHASE DE LA CONCERTATION AVEC
LES FORCES POLITIQUES IVOIRIENNES**



LE DIALOGUE POLITIQUE OU LA LEGITIMATION POLITIQUE D'ALASSANE OUATTARA

par Moussa TOURE

Comme beaucoup d'Ivoiriens, j'ai suivi avec un intérêt certain la cinquième phase du dialogue politique entre le gouvernement et certains membres de la société politique et civile ivoirienne. Ce dialogue lancé le 16 décembre 2021 par le Premier ministre Patrick Achy a été clôturé le 4 mars 2022. Les négociations ont été présentées sous les atours d'une initiative visant à séréniser et à civiliser le champ politique domestique après les violences électorales de la présidentielle d'octobre 2020, qui ont fait officiellement 85 morts et plus de 500 blessés.

Face au gouvernement, se tenaient 21 formations politiques (dont 8 groupements et 13 partis individuels) ainsi que 26 organisations de la société civile. L'opposition politique a établi une liste de 81 points à débattre mais le gouvernement n'en a retenu que 33, qu'il a considérés comme pertinents. Ces 33 points ont été répartis en 5 axes de discussion:

- la réforme de la Commission électorale indépendante (CEI),
- La réforme du code électoral,
- les mesures pour apaiser l'environnement socio-politique,
- La réconciliation nationale
- l'élaboration d'une nouvelle liste électorale.

Comme chacun d'entre nous le constatera, sur les 5 points de discussions censés mettre fin à

trente ans de crises socio-politiques sanglantes en Côte d'Ivoire, un seul point est relatif à la réconciliation nationale. Tous les autres sont centrés sur la question des échéances électorales à venir, notamment les élections locales de 2023 et la présidentielle de 2025.

DES LIGNES ROUGES FIXEES PAR LE GOUVERNEMENT

Avant même d'entrer le fond des discussions, le gouvernement a posé un certain nombre de balises, qui sont autant de lignes rouges à ne pas franchir, des points qui ne devraient absolument pas être abordés au cours de ces discussions. Ainsi, il était interdit:

- de dire que l'élection d' Alassane Ouattara a un troisième mandat est illégal
- d'affirmer qu'il y a des prisonniers politiques en Côte d'Ivoire
- de demander qu'on laisse Soro Guillaume rentrer au pays,
- d'insinuer que Blé Goudé est un ancien ministre.

Après presque deux mois et demi de discussions, aucun consensus n'a été trouvé sur la situation juridique de Laurent Gbagbo qui demeure sous le coup d'une condamnation à 20 ans de prison, ce qui l'exclut d'office de toute compétition électorale en Côte d'Ivoire ; sur le retour d'exil de

leaders politiques comme Guillaume Soro ou Charles Blé Goudé. Il n'y a également eu aucun consensus sur la situation des prisonniers des crises électorales de 2010 et 2020 pas plus qu'il n'y en a eu concernant l'extension du bénéfice de l'amnistie de 2018 à Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé, laquelle amnistie avait mis fin aux poursuites contre Simone Gbagbo pour les crimes commis dans le cadre de la crise postélectorale de 2010-2011.

Mais aussi et par-dessus tout, les recommandations faites au gouvernement ont laissé de côté plusieurs points cruciaux pour l'enracinement de la démocratie. Il s'agit notamment de la liberté de manifester, de l'indépendance de la justice, la séparation des pouvoirs. Le dialogue a également mis de côté la question de la limitation de l'âge des candidats à la présidentielle.

Par contre, là où l'unanimité s'est faite c'est sur le point relatif à l'utilisation des deniers publics au bénéfice des partis et personnalités politiques.

Les participants ont unanimement réclamé voire exigé du gouvernement, le « paiement plus régulier des subventions aux partis politiques », le financement des candidats à la présidentielle et le remboursement de leurs frais de campagne. De même, ont-ils soumis

une liste des personnalités politiques dont les comptes bancaires seraient toujours gelés depuis 2011. Ils ont également sollicité un appui financier de l'État en guise de subvention au fonctionnement des acteurs de la société civile.

Bien sûr et sans le dire ouvertement, la distribution de postes étatiques juteux au profit de certains cadres de l'opposition, a été largement suggérée dans le cadre de la détente politique amorcée.

Les recommandations ont été remises au gouvernement, libre au Chef de l'État d'en faire ce qu'il veut, car n'épousant nullement un caractère contraignant pour l'Exécutif.

Il ne faut point se voiler la face : les négociations qui ont eu lieu entre le Gouvernement et ces organisations politiques se sont déroulées avec une épée de Damoclès suspendue sur la tête des participants.

NEGOCIATIONS SOUS UNE EPEE DE DAMOCLES JUDICIAIRE

En effet, quelques jours après la cérémonie d'ouverture du dialogue politique, précisément le 27 décembre 2021, le Procureur de la République Adou Richard, annonçait ex abrupto, la mise en accusation de plusieurs dirigeants significatifs de l'opposition. Selon Adou Richard, « tous ceux qui ont commandité, qui ont incité, qui ont financé cette désobéissance civile qui a entraîné des drames, toutes ces personnes-là ne sont pas exemptes de poursuites. C'est vrai qu'il existe une loi, celle de 2005 sur les anciens présidents de la République, des anciens présidents d'institutions, des anciens ministres. Mais l'article 54 de cette loi dit bien que toutes les infractions commises par ces personnalités en période électorale échappent à la procédure spéciale... Ces personnes sont justiciables comme tout individu selon le code électoral, le code pénal et le code de procédure pénale », a-t-il souligné.

L'article 54 de la loi N°2005-201 du 16 juin 2005 portant Statut d'ancien Président de la République, d'ancien chef ou Président d'institution nationale et d'ancien membre du gouvernement, stipule que les mesures spéciales qui doivent être prises avant de poursuivre pénalement les anciens chefs d'Etats et anciens présidents d'institution, ne s'appliquent pas pendant la



période électorale. Il s'ensuit donc, selon ses dires, que l'ancien président Henri Konan Bédié, l'ancien Premier ministre et Président de l'Assemblée nationale Guillaume Kigbafori Soro, l'ancien Premier ministre Pascal Affi N'Guessan, les anciens ministres Maurice Kacou Guikahué, Assoa Adou, Mabri Toikeusse ainsi que l'ancienne Première Dame Simone Gbagbo, tous explicitement visés, « demeurent poursuivis ».

Et pour bien enfoncer le clou, le ministre Kobenan Kouassi Adjoumani, porte-parole du RHDP a déclaré: « Le RHDP constate que le PDCI-RDA et le PPA-CI veulent se servir de ce dialogue

«Le Gouvernement a posé des balises, des lignes rouges à ne pas franchir»

politique pour s'assurer une immunité juridictionnelle et une impunité, sans toutefois reconnaître leurs forfaits. » « Au demeurant, le dialogue n'est à cet égard nullement constitutif d'une occasion d'exonérer a priori des hommes politiques des actes justiciables qui leur sont opposés », a-t-il ajouté.

Ainsi, les principaux adversaires politiques d'Alassane Ouattara sont pris dans un étau judiciaire et peuvent à tout moment se retrouver en prison si les trois juges d'instruction à qui il revient désormais la possibilité de diligenter ou non les poursuites, décident de les renvoyer devant le tribunal correctionnel. Donc, malgré leur participation active au dialogue politique et le fait qu'ils aient scrupuleusement évité de franchir les lignes rouges fixées par Alassane Ouattara, Henri Konan Bédié, Laurent Gbagbo, Affi N'Guessan et Mabri

Toikeusse peuvent à tout moment se retrouver en prison et voir leur avenir politique définitivement compromis. Leur sort repose entièrement entre les mains de leur adversaire Alassane Ouattara !

UN DIALOGUE POLITIQUE POUR DE MAIGRES RESULTATS

Personnellement, je pense que ce dialogue politique est un leurre, ou pour reprendre les mots de l'universitaire sénégalais Maurice Soudieck Dione, c'est une « instance de manipulation de l'opinion permettant au pouvoir, critiqué pour ses pratiques autoritaires, de reprendre son souffle », et qui « tend à couvrir les multiples atteintes à la démocratie, que ce soit le tripatouillage des règles du jeu politique ou les violations constantes des droits et libertés de l'opposition ». Ces critiques qui visent le pouvoir sénégalais s'appliquent à merveille à la situation ivoirienne.

Les participants à ce dialogue ont évité de mettre en évidence que la désobéissance civile est la conséquence de la décision du Chef de l'État de briguer un troisième mandat, en violation de la Constitution. Ce faisant, ils accréditent les accusations de sédition voire de tentative de coup d'état formulées par le Gouvernement contre les membres du CNT, qui se sont dressés pour faire barrage à ce coup de force constitutionnel.

Nos opposants étrangement ont acté les conclusions d'un dialogue auquel ils se sont rendus sans aucune assurance judiciaire ni aucune garantie de mise en application des décisions issues de cette concertation. En optant pour des recommandations et non des résolutions, l'opposition laisse à Alassane Ouattara le pouvoir discrétionnaire de mettre ou non en application les conclusions issues de ce dialogue politique. Une recommandation, c'est une incitation, une proposition qui n'a pas force obligatoire, dont l'application s'attache à la bienveillante attention de l'autre partie. Ce qui a été arrêté au bout de deux mois de discussions n'engage en rien le gouvernement et n'a aucune force exécutoire.

Les opposants n'ont pas obtenu la mise sur pied d'un comité paritaire pour le suivi de la mise en application des résolutions issues du

dialogue politique. En optant pour des recommandations, ils se sont d'emblée retirés cette possibilité. Ils ont certes obtenu un cadre de suivi dirigé par le gouvernement, mais sans possibilité réelle de peser sur la mise en application des propositions.

Ils n'ont pas obtenu la libération des prisonniers politiques civils et militaires, dont certains pourrissent au vrai sens du mot, depuis dix ans en prison, sans jugement. Ils n'ont pas non plus obtenu le retour sécurisé des exilés, dont beaucoup vivent dans des camps de réfugiés, dénués de tout.

Ils n'ont pas obtenu de garantie sur la refonte de la CEI, sur laquelle misaient les partisans du PPA de M. Gbagbo pour intégrer l'organe électoral. En parlant de tenir compte « des réalités politiques nouvelles » pour réaménager la composition de la CEI, c'est un appel du pied clair et net en faveur du nouveau parti politique créé par M. Laurent Gbagbo.

Même la question cruciale du redécoupage électoral, dont la mouture actuelle donne 85 députés d'avance au RHDP, n'a pas obtenu un consensus clair entre l'opposition et le gouvernement. Les participants ont juste exhorté le gouvernement à conduire « des réflexions sur le processus de découpage électoral, sur la base du relèvement du coefficient affecté au critère démographique et en maintenant les acquis ». Le terme même de « processus » induit qu'aucune limite temporelle n'est fixée, si bien que ledit processus de découpage peut s'étendre jusqu'aux législatives de 2025, si on y inclut le passage devant les deux chambres du Parlement. Pour mémoire, dans le cadre de phases précédentes du dialogue, l'opposition avait exigé un nouveau découpage électoral et la refonte de la CEI avant d'aller aux législatives. Pendant qu'ils discutaient, la CEI a tranquillement ouvert la période de dépôt des candidatures pour les élections législatives, obligeant l'opposition à s'y précipiter sans n'avoir obtenu ni le redécoupage électoral, ni la recomposition de la CEI.

In fine, le dialogue politique qui vient de se clôturer n'a pas servi à trouver des solutions concrètes pour sortir notre pays de la malédiction de la violence politique, mais a plutôt servi à asseoir la domination politique du RHDP et à laisser entrouverte la porte de menus avantages à quelques partis et personnalités politiques de l'opposition. Alassane Ouattara aura ainsi rempli son cahier de charges face à Emmanuel Macron qui l'a publiquement enjoint d'ouvrir des négociations avec son

opposition, après la sanglante élection présidentielle d'octobre 2020 qui a vu l'installation d'ADO au pouvoir avec un score de 94.27%, dans un contexte caractérisé par des centaines de morts, le blocage de 5.000 bureaux de vote par les militants du boycott et la fermeture de 17. 601 bureaux de vote, selon la CEI.





Interview

Honorable Issiaka FOFANA, cadre de GPS

Interview réalisée
par Abi-Daman KONÉ

Ancien Député, ancien Directeur général de la Lonaci (Loterie nationale de Côte d'Ivoire), l'Honorable Issiaka FOFANA, cadre de Générations et Peuples Solidaires (GPS) s'est retrouvé à l'instar de son mentor politique Sem Guillaume SORO, en exil forcé consécutivement au retour avorté de ce dernier le 23 décembre 2019.

L'honorable FOFANA s'est ouvert à la Revue GPS. Dans cet entretien, il aborde la question de la réconciliation notamment du dialogue politique ouvert par le Gouvernement ivoirien avec l'opposition politique. Négociations qui ont vu l'exclusion de GPS.

ADK : Bonjour honorable. Cela fait plus de 3 ans que vous êtes en exil forcé. Quel est votre État d'esprit dans cette épreuve qui semble s'éterniser ?

IF : Il faut d'emblée avouer qu'aucun exil n'est facile encore moins doré. Surtout avec ses contingences morales et psychologiques. Cependant, lorsque les causes que vous défendez sont justes et nobles cela contribue à alléger les souffrances de tous ordres liés à la vie hors de votre cadre habituel. Dans notre cas, notre foi au combat que nous menons, dont la trame est l'avènement d'une Côte d'Ivoire plus juste, plus démocratique et plus centrée sur le capital humain, nous offre des ressorts moraux et psychologiques solides pour affronter cette épreuve, somme toute passagère.

ADK : Votre leader politique Guillaume SORO est également en exil forcé parce que poursuivi par la justice de son pays pour les raisons que l'on sait. Êtes-vous également dans le viseur de la justice ? Si oui de quoi vous accuse-t-elle ?

IF : Je crois qu'il faut poser la question autrement dans notre cas. La poser telle, revient à poser une question rhétorique de mon point de vue. Car lorsque vous êtes condamné à vingt (20) ans de prison avec à la clé un mandat d'arrêt international, vous êtes forcément dans le viseur de la justice. Et dans ce cas précis vous devenez une cible, un objectif à atteindre. Il vous

souviendra que c'est cette décision de justice qui nous maintient en dehors de la Côte d'Ivoire notre pays. Le contexte et le déroulement du procès qui a conduit à notre condamnation nous amène à penser que la justice de notre pays est passée à coté de sa mission, qui est celle de garantir la paix sociale, la défense des intérêts de la société et des individus à travers des décisions justes et équitables. Elle a plutôt servi une cause politique.

Est-il besoin, dans ces conditions, de revenir sur les raisons qui ont conduit à notre condamnation dès lors que certains magistrats ont décidé d'être des bras séculiers du Pouvoir exécutif dans sa traque contre les citoyens qui ne font pas chorus avec lui. En conséquence, les raisons de notre condamnation se trouvent dans cette paraphrase de la FONTAINE : « Selon que vous soyez du parti au pouvoir ou de l'opposition, les jugements des tribunaux vous rendront blanc ou noir ».

ADK : Les négociations entamées par le Gouvernement avec l'opposition politique donnaient à espérer de la fin des persécutions judiciaires et de la fin de votre exil. Sauf que le pouvoir en a exclu GPS et semble ne pas démordre contre son leader et ses partisans. Votre réaction ?

IF : Comme nombre d'ivoiriens, nous attendions beaucoup de ces négociations, et même un peu trop. Car ces négociations se présentaient comme une opportunité unique à saisir pour espérer régler un

certain nombre de problèmes. Alors que dans une gouvernance politique responsable et inclusive, la concertation entre le Gouvernement et les autres acteurs politiques qui se devait d'être permanente, nous avons plutôt assisté à des situations peu honorables pour la démocratie.

En effet, nous avons vu le Gouvernement ivoirien traîner les pas à chaque étape, démontrant ainsi son désintérêt, voire son aversion pour certains sujets. De l'autre côté, l'opposition a multiplié les appels du pied afin que ces assises se tiennent. A partir de ce moment les rapports de force n'étaient plus équilibrés, mais plutôt en faveur du parti au pouvoir qui n'a donc pas hésité à imposer ses choix au niveau de ses interlocuteurs tout comme au niveau du choix des sujets à aborder. Au regard de ces faits qu'est-ce qu'il fallait attendre de ces discussions ? pas grand-chose en tout cas. Cependant, c'est le lieu ici de remercier et féliciter certains responsables de l'opposition pour leur détermination et la responsabilité dont ils ont fait preuve quant à l'inscription de certains sujets que le Gouvernement avait malicieusement exclus. Il s'agit notamment de la question du retour des exilés et de la libération des prisonniers politiques.

ADK : Comment expliquez-vous la haine viscérale du pouvoir RHDP contre Guillaume SORO ?

IF : Pour mieux appréhender les relations entre le pouvoir RHDP en général et le Président OUATTARA et le président Guillaume SORO, il faut les situer au plan purement politique. Tout le reste n'est que spéculations. Pensez-vous sérieusement, qu'au plan purement affectif, le Président OUATTARA puisse plus aimer les présidents Henry Konan BEDIE et Laurent GBAGBO que le Premier Ministre Guillaume SORO ? Je ne le crois pas.

L'acharnement juridico-politique que subit le président du GPS obéit à une logique politique. N'oublions pas que OUATTARA et SORO ont la même base sociologique, culturelle et politique. Dans cette configuration le Président SORO apparaît comme un adversaire coriace, celui qui peut éroder significativement son électoral du nord. Dommage que cette lutte politique ne se joue pas à la loyale. Croyez-moi, le jour où le président SORO décide de mettre un terme à ses ambitions politiques il recevra du Président OUATTARA les plus tendres

et intenses embrassades de sa vie. Face donc à l'acharnement dont fait l'objet le Président Guillaume SORO, nous membres du GPS devons faire preuve de résilience et de détermination. Il faut que nous arrêtons de larmoyer et nous mettre sérieusement au travail afin que GPS soit une redoutable machine de conquête du pouvoir d'État.

ADK : Que répondez-vous à ceux qui estiment que c'est plutôt Guillaume SORO qui refuse de s'inscrire dans la voie de la réconciliation en adoptant une posture radicale envers le Président OUATTARA ?

IF : Il faut laisser ceux qui pensent ainsi vaquer tranquillement à leur jeu favori qui est la désinformation, la manipulation et le dénigrement. Pensez-vous que le Président

«Pour que la réconciliation porte des fruits, il faut au préalable de la sincérité.»

Guillaume SORO ait atteint le summum du cynisme politique qui permet de se délecter des pires douleurs morales ? N'oublions pas qu'il est en exil avec certains de ses compagnons, l'emprisonnement de plusieurs de ses compagnons et toutes les tracasseries juridico-politiques sont autant de charges morales et émotionnelles difficiles à supporter. Alors pourquoi endurer autant de souffrances quand il y a la possibilité d'y mettre fin. On ne peut prétendre se réconcilier avec une personne pour qui on a des sentiments peu nobles. La réconciliation est comme le mariage. Il faut la rencontre de deux volontés. Dans le cas contraire un des fiancés peut se retrouver sur le perron de l'hôtel communal avec des fleurs fanées.

ADK : Certains observateurs parlent d'une trahison des partis d'opposition alliés à GPS et à son Président en acceptant d'aller aux négociations sans eux. Est-ce votre avis ?

IF : La première question qu'il faut se poser est de savoir qui a arrêté la liste des participants. Ce ne sont pas les partis de l'opposition à ce que je sache. C'est bien le Gouvernement. La deuxième question est de savoir ce que l'opposition devait faire face aux choix imposés par le Gouvernement

? Devait-elle refuser d'aller à ces rencontres ? Autrement dit, quel est le bénéfice de la politique de la chaise vide ? Par expérience la politique de la chaise vide n'a jamais été payante. Et c'est parce que l'opposition a été représentée que des sujets comme le retour des exilés et la libération des prisonniers politiques ont été abordés. J'aurais parlé de trahison si l'opposition s'était alignée sur les positions du Gouvernement de ne pas aborder les questions liées à la situation du Président Guillaume SORO.

ADK : Selon vous, quelles sont les conditions d'une réconciliation sincère et durable en Côte d'Ivoire ?

IF : Pour que la réconciliation porte des fruits, il faut au préalable de la sincérité au niveau des acteurs politiques, notamment le Gouvernement.

On ne peut pas espérer qu'un processus de réconciliation donne des résultats satisfaisants quant on ruse avec ses conclusions. Ensuite il faut un processus de réconciliation qui soit inclusif. Ce n'est pas responsable et sincère d'attendre d'un processus où les acteurs sont choisis par une seule partie au gré de ses intérêts particuliers. Et ignorer ou récuser certains parce qu'ils n'entrent pas dans l'estime du parti au pouvoir.

ADK : Votre mot de fin, notamment à l'endroit des centaines de milliers de membres de GPS qui semblent scruter l'horizon avec de plus en plus de pessimisme quant à l'avenir politique de leur leader.

IF : Dans un combat il peut avoir des périodes de doutes, de vacillement. Mais le plus important c'est de garder foi au combat que l'on mène. Surtout ne pas douter de la capacité du leader que l'on suit à conduire le navire à bon port. La situation que GPS vit aujourd'hui n'est pas nouvelle dans le paysage politique ivoirien. Souvenons-nous de la situation du FPI en 1992 avec l'arrestation du Président Laurent GBAGBO. Il y a eu également l'arrestation de la quasi-totalité de la Direction du RDR en 1999. Mais chacun de ces partis a géré le pouvoir d'État en Côte d'Ivoire. Pourquoi GPS ferait l'exception ? Pour arriver à notre fin, il faut que les militants de GPS s'arment de courage et fassent preuve de détermination comme ils l'ont toujours fait. Avec l'aide du Seigneur, ce que nous vivons aujourd'hui sera très bientôt un mauvais souvenir.

LA PAROLE AUX MILITANTS DE GPS



Les négociations politiques entre le Gouvernement ivoirien et l'opposition politique a vu l'exclusion d'acteurs majeurs dont le plus illustre est sans nul doute Guillaume SORO, ancien Premier ministre, ancien Président de l'Assemblée nationale et Président de GPS.

Sur la question, nous avons recueilli l'avis de ses partisans.



Minata KONÉ ZIÉ
(Porte-parole nationale de GPS)



Pour moi il fallait s'y attendre. Au vu de tous les événements qui se sont produits à savoir son exil forcé, ce qui est contraire à la Constitution ivoirienne ; sa condamnation à perpétuité sans preuves réelles; la perquisition de ses domiciles à maintes reprises ; l'incarcération de ses partisans et des membres de sa famille sans raisons valables, GPS ne pouvait pas être invité à la table des négociations.

Malgré notre bonne volonté, la mise à l'écart d'une frange de la population ne peut conduire à une réconciliation vraie et une paix durable en Côte d'Ivoire.



Tehfour KONE
Délégué GPS Abobo
ancien député
et ex prisonnier politique



La mise à l'écart de GPS dans le processus de dialogue politique en cours vise l'exclusion du Président Guillaume SORO du jeu politique par la volonté du RHDP. Nous nous souvenons d'un cas similaire en 1999 quand les membres de la haute Direction du RDR étaient incarcérés et son président en exil. Vous avez vu comment les ivoiriens étaient choqués !

Que le pouvoir se serve de son passé pour amorcer un dialogue inclusif, avec pour préalable la libération de tous les détenus politiques civils et militaires et le retour sécurisé de tous les exilés. La véritable paix en dépend.



KONATÉ Zié
Point focal GPS du Haut
Sassandra, ancien député
en exil



Merci de me donner l'occasion de me prononcer sur cette question.

D'abord je voudrais préciser que je ne considère pas cela comme une réconciliation. C'était une mise en scène pour se donner bonne conscience et tromper ainsi le Peuple ivoirien et même la Communauté internationale. En d'autres termes c'était un monologue et non un dialogue. De bonne foi l'opposition a eu le mérite de participer à cette rencontre. Mais en réalité chacun et chacune savait que le camp d'en face était dans sa logique d'exclusion et de règlement de compte voire de chasse à l'homme. En effet le RHDP n'a pas encore envie d'aller à une réconciliation.

Ensuite, Ce que les uns et les autres doivent savoir c'est que OUATTARA ne fera pas de réconciliation avec Guillaume SORO de sitôt. Le RHDP a une peur bleue de GPS et de son leader. Il ne va jamais l'associer ou l'inviter à un tel forum. Il ne veut même pas en entendre parler. Je peux même sans exagérer vous confirmer que Guillaume SORO est le seul opposant qu'il craint. Cela s'explique par le fait que Alassane OUATTARA veut s'éterniser au pouvoir. Or il considère que se réconcilier avec Guillaume SORO serait synonyme de perdre le pouvoir en Côte d'Ivoire. Alassane sait bien que si GPS fonctionne bien le RHDP perd le terrain politique. Aussi au RHDP ils veulent garder le pouvoir d'une manière ou d'une autre le plus longtemps possible. Ils voient donc la nouvelle génération incarnée par Guillaume SORO comme un frein à cette ambition antidémocratique. Ils savent que les ivoiriens ne les aiment plus. Pour eux il faut écarter voire éloigner tous ceux et toutes celles qui peuvent être des obstacles. Ce sont donc les raisons qui font que le RHDP n'a pas voulu associer GPS et Guillaume SORO à cette manipulation. Enfin je voudrais dire aux ivoiriens de patienter car ce pouvoir tombera un jour d'une façon ou d'une autre. Merci.



Hervé COULIBALY
SG du R-GPS



L'exclusion de GPS des négociations entre le Gouvernement et l'opposition politique est un mépris inutile du régime qui donne le sentiment de choisir son opposition. Cette attitude appelle à une prise de conscience d'une opposition capable de dépasser les préoccupations pécuniaires au profit d'un combat réfléchi pour le bien-être des populations. Il nous faut impérativement former une opposition qui force son inclusion par des actions coordonnées dans une seule et même vision, celle qui conduit à l'union



Kaotan KONE
Point focal GPS du Hambol



GPS est une force politique avec laquelle il faut compter vu son implantation. On ne peut donc pas parler de réconciliation en Côte d'Ivoire sans cette force.. Son Président est un sachant depuis 2002. Il a été un acteur incontournable de la vie politique dans ce pays.



Amichia Bilé AKA
Vice-président de la FMS



L'histoire récente de la Côte d'Ivoire est douloureuse. Après les soubresauts des crises passées, les esprits en sont sortis fortement marqués. De là naît l'impérieuse nécessité de réconcilier les ivoiriens entres eux et avec leurs dirigeants.

Le dialogue politique annoncé par le Gouvernement était une aubaine pour enfin aplanir tous ses différents et redonner au Peuple sa tranquillité. Mais on a vu un Gouvernement choisir parmi les acteurs ceux avec qui il souhaite se réconcilier et mettre au ban plusieurs autres au nombre desquels GPS dont le sort a fait des persona non grata en raison des prises de position de Son Excellence SORO Guillaume, son leader.

Cette position est écoeurante et met à mal la sincérité des démarches entreprises par le Gouvernement étant donné que Son Excellence SORO Guillaume est et demeure un acteur clé de l'arène politique ivoirienne. Et un dialogue politique sans GPS est une marche à contre-courant des objectifs de l'Etat et ce dialogue ne saurait produire de fruit plaisant.

Il nous revient alors de dire que cette action ne contribue pas à exorciser les démons de la division mais plus à les pérenniser. Il est alors plus que nécessaire d'inclure tous les acteurs sans exclusive afin de ne laisser personne au bord du chemin.



Baba YEO
Délégué GPS de Yopougon



Exclure GPS d'un dialogue politique qui a pour point de mire la réconciliation nationale est un scandale, car GPS c'est quand-même près de 500.000 adhérents à ce jour. C'est donc exclure de ce processus des milliers d'ivoiriens qui se reconnaissent en SEM SORO Kigbafori Guillaume, ancien Premier ministre, ancien Président de l'Assemblée nationale. Il est donc important que les initiateurs du dialogue politique prennent du recul en vue d'apporter les corrections nécessaires à leur démarche.



Irène TODÉ
 membre de la Délégation
 GPS-CI et ex prisonnière politique



Dans le cadre du renforcement de la paix et de la cohésion nationale, le Président de la République de Côte d'Ivoire a instruit son Premier ministre d'engager une phase de dialogue politique avec les partis et groupements politiques de l'opposition ainsi que la société civile.

Au titre des partis et groupements politiques ayant pris part, nous constatons l'absence du mouvement citoyen GPS du Président SORO Kigbafori Guillaume et du COJEP du Ministre Charles Blé Goudé.

Pour ma part, c'est un manque de volonté du pouvoir en place de réconcilier les ivoiriens. En effet, on ne peut parler de réconciliation en excluant les acteurs de la crise qu'à connue la Côte d'Ivoire en l'occurrence le président de GPS. On ne peut pas maintenir des ivoiriens en exil et en prison et parler de réconciliation. On ne peut pas parler de réconciliation en gelant les avoirs de certains leaders de l'opposition.

Au vu de tout ça, je me pose la question de savoir de quelle réconciliation parle ce Gouvernement ?

A travers cet acte, toute la Côte d'Ivoire reconnaît que ce dialogue politique n'est rien d'autre que de la distraction. Je ne crois pas en la sincérité de ce Gouvernement. C'est une comédie qui ne dit pas son nom. Même un citoyen lambda peut constater un manque de sérieux dans ce processus de réconciliation. Pour revenir à la question d'exclusion de GPS des négociations, je voudrais m'appuyer sur ce proverbe Dan qui dit qu'on ne peut pas chasser les maladies du village et demander à la toux d'y rester.



Hugues LAGO
 Président national du CNDS
 et ex prisonnier politique



C'est bien dommage. C'est à croire que le Gouvernement n'est pas vraiment disposé à réconcilier les ivoiriens. On ne peut pas parler de réconciliation et ignorer un acteur politique comme le Président Guillaume SORO, car en réalité, en excluant GPS des négociations, c'est son Président qu'on veut ignorer. Comme on le dit chez nous, «on ne peut pas cacher le soleil avec la main». GPS est aujourd'hui une organisation politique en laquelle se reconnaît une bonne partie des populations ivoiriennes. C'est cela la réalité du terrain. Alors, le Gouvernement veut-il réconcilier certains ivoiriens et exclure d'autres? Pourquoi perdre du temps inutilement en faisant une réconciliation sectaire alors qu'on peut gagner du temps en allant à une réconciliation inclusive ? Il faut éviter ce folklore qui n'a aucun sens et aller à une vraie réconciliation, c'est à dire une réconciliation inclusive. Tout le reste n'est que du dilatoire et une perte de temps inutile.



Djeneba DIARRASSOUBA
 Vice-présidente du R-GPS
 chargée de la Diaspora,
 Coordinatrice de France



La réconciliation des ivoiriens passent nécessairement par le pardon. Et depuis plusieurs années le Président SORO Guillaume en a fait sa doctrine. Demander pardon.

non pas parce qu'il est le seul fautif mais parce qu'il a compris et connaît le pouvoir, l'importance du pardon. Il est divin dit-on. Le dialogue politique est l'institutionnalisation de cette réconciliation. Il se doit être sincère et inclusif.

Ce qui est cependant proposé aux ivoiriens par le chef de l'état n'est ni plus ni moins qu'une théâtralisation. Ce n'est qu'une mise en scène qui montre au grand jour sa haine contre Guillaume SORO, sa volonté de l'isoler. Sinon comment comprendre l'exclusion des négociations de l'outil politique de celui-là même qui fut Premier ministre de 2007 à 2013, qui a conduit la sortie de crise avec à la clé l'élection présidentielle la plus ouverte, la plus crédible et la plus démocratique en Côte d'Ivoire ?

C'est le lieu pour nous d'inviter Alassane OUATTARA l'histoire récente du pays. C'est parce que les belligérants d'hier (FAFN et le pouvoir Gbagbo) se sont regardés en face, se sont parlé que les élections à l'issue desquelles il a été Président ont pu avoir lieu. Je veux parler de l'accord politique de Ouagadougou (APO) que l'on a appelé le «Dialogue direct».

RAPPORT FINAL DE LA PHASE 5 DU DIALOGUE POLITIQUE

Abidjan, le vendredi 04 mars 2022

Dans le cadre du renforcement de la paix et de la cohésion nationale, le Président de la République, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, a instruit Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, à l'effet d'engager une autre phase du dialogue politique avec les partis et groupements politiques ainsi que les organisations de la société civile.

En exécution de ces instructions, le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Monsieur Patrick ACHI a initié une session du dialogue politique, dite « phase 5 du dialogue politique », dont l'ouverture s'est faite le 16 décembre 2021.

Le présent rapport sanctionne la fin des travaux. Il s'articule autour de quatre points à savoir les participants (I), la méthodologie adoptée (II), les principales propositions débattues (III) et les recommandations (IV).

I- LES PARTICIPANTS

Ont pris part à cette phase du dialogue politique :

II-LA METHODOLOGIE ADOPTEE

Le déroulement

Au titre du Gouvernement, le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, a présidé les séances d'ouverture et de clôture. Il a été représenté, lors des travaux en comités, par le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, accompagné de plusieurs membres du Gouvernement ;

Au titre des partis et groupements politiques, au nombre de 21, ce sont : RHDP, PDCI-RDA, FPI, PPA-

CI, UDCY, UDPCI, RENOUEAU DEMOCRATIQUE, PACI, MNC, RDP, RPP, AFD, PRR, URD, ADP, CONCORDE, GP-PAIX, APR-CI, AID, PPR, AIRD ;

Au titre des organisations de la société civile, au nombre de 26, ce sont : CSCI, LIDHO, GOFEHF, POECI, 2PFJ, APDH, COSOPCI, FOSCAO, RAIDH, CIDDH, REPSFECO-CI, COFEM-CI, COFEMCI-REPC, WANEP-CI, ADJL-CI, AFJCI, CEFCI, CJETNV, MIDH, ASSELCI, GPATE, AFMCI, GEIA, CRPA, JURIS ACADEMIA, FIDHOP.

LA METHODOLOGIE ADOPTEE

Le déroulement

La phase 5 du dialogue politique s'est déroulée en trois étapes :

- la séance d'ouverture, le jeudi 16 décembre 2021, Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, a procédé à l'ouverture du dialogue politique ;

les travaux en comités, les échanges ont eu lieu au sein de deux comités réunissant les représentants du Gouvernement, d'une part avec les formations politiques les jeudi 20 janvier, jeudi 27 janvier, lundi 14 février, mardi 15 février, mercredi 16 février, mardi 22 février, mercredi 23 février et jeudi 24 février 2022 ; et d'autre part, avec les organisations de la société civile les vendredi 21 janvier, vendredi 28 janvier, lundi 14 février et mercredi 16 février 2022 ;

la séance de clôture, elle a eu lieu le vendredi 04 mars 2022 sous la présidence de Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement. Elle a servi de cadre à la signature solennelle du rapport final.

Les thématiques retenues

- Mesures d'apaisement de l'environnement politique ;
- Réconciliation nationale ;
- Cadre juridique et institutionnel des élections en Côte d'Ivoire.

Ces thématiques ont fait l'objet de débats lors des travaux en comités.

III- LES PRINCIPALES PROPOSITIONS DEBATTUES

L'ensemble des points évoqués par les formations politiques et les organisations de la société civile à travers les termes de référence élaborés par chaque participant ont été répertoriés dans un document qui leur a été partagé.

Toutefois, les principales propositions débattues sont les suivantes :

A. Au titre des mesures d'apaisement de l'environnement politique :

1. l'annulation de l'ordonnance n°2011-007 du 14 avril 2011 portant annulation d'actes réglementaires et individuels pris depuis le 04 décembre 2010 ;
2. le retour accéléré des réfugiés et exilés des crises de 2010 à 2020 et leur réinsertion socio-économique ;
3. la nécessité de mettre fin aux entraves relativement au libre fonctionnement des partis politiques ;
4. le non-paiement des subventions de l'Etat (depuis 2 ans) aux partis et groupements politiques ;
5. l'octroi d'une subvention aux organisations de la société civile ;
6. le retour de messieurs Charles BLE GOUDE et Guillaume Kigbafori SORO ;
7. la mise en œuvre des libertés publiques, liberté de manifestation et accès aux médias d'Etat ;
8. l'élection présidentielle et de remboursement du financement des frais de campagne à ladite élection.
9. l'élargissement de l'ordonnance du 6 août 2018 portant amnistie aux personnes qui en avaient été exclues, notamment l'ex-Président Laurent GBAGBO, Charles
10. Blé GOUDE et les Militaires ;
11. le dégel des avoirs ;
12. la libération des prisonniers politiques, civils et militaires des crises de 2010 et 2020 ;
13. l'octroi du statut d'ancien Président de la République au Général Robert GUEI ; l'arrêt des poursuites judiciaires contre les personnalités politiques suite aux crises liées aux élections locales de 2018 et à l'élection présidentielle de 2020 ;
14. la poursuite des discussions entre les Présidents Alassane OUATTARA, Henri Konan BEDIE et Laurent GBAGBO.

B. Au titre de la réconciliation nationale :

1. la mise en place d'un système de justice et de réparation pour les victimes des violences politiques ;
2. l'organisation des assises nationales pour la paix et la réconciliation ;
3. la réflexion sur le système judiciaire et la réconciliation nationale, voies et moyens de préserver la Justice des assauts politiques ;
4. la définition de bases possibles

- d'un nouveau contrat social à même de garantir la paix sociale et politique pour le futur ;
- 5. la consolidation de l'environnement sécuritaire ;
- 6. la mise en place d'un projet de repentance pour l'ensemble de la classe politique.

C. Au titre du cadre juridique et institutionnel des élections en Côte d'Ivoire :

1. la revue de la carte nationale d'identité (coût, absence de filiation apparente, délais...);
2. la sécurisation des opérations électorales pour garantir leur sincérité (violences électorales, destruction d'urnes et intimidation des électeurs);
3. la révision du code électoral ;
4. la recomposition de la CEI ;
5. l'équilibre du découpage électoral ;
6. le convoyage des électeurs ;
7. la suppléance des députés ;
8. la transhumance des élus ;
9. l'inscription automatique et le basculement des nouveaux majeurs sur la liste électorale ;
10. la limitation de l'âge des candidats à l'élection présidentielle ;
11. le parrainage et la définition des conditions de parrainage ;
12. l'application du mode de scrutin proportionnel (intégral ou partiel) afin de faire émerger différents courants d'opinion et accroître le nombre d'élus femmes à l'Assemblée Nationale ;
13. l'adoption d'un mécanisme de financement a priori pour les candidats à l'élection présidentielle et de remboursement du financement des frais de campagne à ladite élection.

IV- RECOMMANDATIONS

Le dialogue politique, qui s'est déroulé dans la courtoisie, la bonne ambiance et un climat apaisé, a consacré l'accord des parties sur le fonctionnement normal de l'Etat et de ses Institutions.

A l'issue des échanges, de nombreuses questions soulevées ont donné lieu à des informations et des explications satisfaisantes de la part du Gouvernement. D'autres relèvent des prérogatives des Institutions de l'Etat.

Toutefois, les parties prenantes ont formulé les recommandations suivantes :

A. AU TITRE DES MESURES D'APAISEMENT DE L'ENVIRONNEMENT POLITIQUE :

1. l'engagement des acteurs politiques à se départir de la violence comme mode d'accession au pouvoir ;
2. le retour à un paiement plus régulier de la subvention aux partis et groupements politiques ;
3. la transmission au Cabinet du Premier Ministre de la liste et des numéros des comptes des personnalités dont les comptes seraient encore gelés..

B. AU TITRE DE LA RECONCILIATION NATIONALE :

1. la mise en place d'un processus de réparation et d'indemnisation des victimes de la crise électorale de 2020 ;
2. la poursuite du renforcement de la culture démocratique et du civisme au sein de la société ivoirienne ;
3. la vulgarisation des modes alternatifs de règlement des conflits en impliquant notamment les chefs coutumiers, les guides religieux et les organisations de la société civile.

C. AU TITRE DU CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DES ELECTIONS EN COTE D'IVOIRE :

1. la prise en compte des réalités politiques nouvelles en vue du réaménagement de la CEI sans préjudice de l'équilibre de celle-ci ;
2. la conduite de réflexions par le Gouvernement sur le processus de découpage électoral, sur la base du relèvement du coefficient affecté au critère démographique et en maintenant les acquis ;
3. la révision annuelle de la liste électorale par la CEI conformément au code électoral ;
4. le réexamen du mécanisme de financement des candidats et du remboursement des frais de campagne à l'élection présidentielle ;
5. l'amélioration du système du parrainage citoyen à l'élection présidentielle ;
6. le renforcement de la sécurisation du processus électoral.

D. AU TITRE DU CADRE DE SUIVI :

La mise en place d'un cadre de suivi des recommandations de la phase 5 du dialogue politique, sous l'autorité du Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité dont la mission sera conduite sur la base du document de travail.

De façon générale, les participants s'engagent fermement à entreprendre, conjointement, des actions de promotion et de renforcement de la

cohésion sociale. Aussi souhaitent-ils que se tiennent périodiquement des rencontres de Haut Niveau.

JEUNESSE KIGBAFORI SORO



LA JKS-GPS : LEVIER DE MOBILISATION D'UNE JEUNESSE SOLIDAIRE AUTOUR DE GUILLAUME SORO

Par Abi-Daman KONE



Nature et objectifs

La Jeunesse Kigbafori Soro (JKS), créée en 2012, est un mouvement de soutien au Président Guillaume SORO. Affilié au mouvement citoyen Générations et Peuples Solidaires (GPS), la JKS-GPS se fixe pour objectif de soutenir, défendre et promouvoir les valeurs et idées portées par le Président Guillaume SORO.

Organisation

L'organigramme de la JKS-GPS est structuré autour de quatre organes principaux à savoir :

- Le Bureau Exécutif National composé de 19 membres (la Présidence, le Secrétariat et le Commissariat aux comptes),
- La ligue JKS-GPS composée des membres d'honneur et des membres du Cabinet du Président national.
- Les Coordinations territoriales dirigées par les Présidents de Coordination.
- Les Sections dirigées par des

Présidents de Section.

Implantations et bilan d'activités.

La JKS-GPS est une force de mobilisation active sur l'ensemble du territoire national. Elle est présente dans 75 communes, plusieurs départements, sous-préfectures et villages.

Elle a à son actif trois éditions de ce qu'elle a baptisé «Les États généraux de la JKS-GPS». Ces trois éditions ont eu lieu respectivement à Yamoussoukro (2018), Daloa (février 2019) et Yamoussoukro (novembre 2019). Ces États généraux qui ont connu de véritables succès ont permis de rassembler en un même lieu les différents responsables de Coordinations des différentes régions de la Côte d'Ivoire pour des séances d'échanges et de formation en vue de la conquête du terrain, ce au nom du Président Guillaume SORO.

Il convient de noter également que l'année 2020 a été très riche en activités. Dans la perspective d'une lutte solidaire en vue d'obtenir du pouvoir les conditions d'élections ouvertes, démocratiques et crédibles, la JKS-GPS a au nom de la mouvance soroïste, intégré la plateforme des jeunes de l'opposition. Cette même année, elle a également entamé une longue tournée nationale initiée par son dynamique Président national M. COULIBALY Daouda Massaworofinin. Les conclusions de cette tournée nationale ont mobilisé les responsables des communes d'Abidjan autour d'une conférence de presse tenue en juin 2020 à Yopougon. Un rapport a été remis à la Délégation GPS Côté

d'Ivoire présente ce jour-là et conduite par sa Coordinatrice Nationale Mme Anne-Marie BONIFON.

Après la phase des États généraux et de la grande tournée nationale, la JKS-GPS a lancé la première édition des assises de la jeunesse soroïste en avril 2021 à Yamoussoukro dans le but de former la jeunesse militante à une occupation saine du terrain politique. Depuis sa création jusqu'à ce jour la JKS-GPS, à travers son Président national a parcouru les 31 régions du pays. Mieux, elle a des représentants dans certains pays de la sous-région ouest-africaine. Dans sa marche progressive aux côtés du Président Guillaume SORO, elle a créé plusieurs concepts qui ont fait l'objet de tournées nationales de remobilisation des bases. L'on peut ainsi citer : l'opération Soleil, l'opération Baobab, l'opération Grin du citoyen, l'opération Parcours du combattant. et le dimanche 20 mars dernier à Bouaké l'opération Phoenix. C'est différents concepts permettent à la JKS-GPS de promouvoir les valeurs et idées de son mentor, de rester toujours active sur le terrain et de maintenir vive la flamme militante.

Bien qu'ayant traversé des moments difficiles, critiques, la JKS-GPS est demeurée debout dans sa volonté de toujours mobiliser la jeunesse ivoirienne autour du Président Guillaume SORO.

Tout le mérite revient au Président COULIBALY Massaworofinin Daouda ainsi qu'à chacun de ses collaborateurs, aussi bien au sommet qu'à la base de la pyramide du mouvement.

02

GROS PLAN



**GUILLAUME KIGBAFORI SORO OU
LA VOLONTÉ À TOUTE ÉPREUVE
DALLER AU PARDON ET À LA
RÉCONCILIATION VRAIE ET SINCÈRE.**

Par Abi-Daman KONÉ

Pas de lueur ; que de leurre.

C'est bien là le bilan auquel nous autorise la fin de la cinquième phase du dialogue politique initié par le Gouvernement ivoirien avec des organisations politiques et de la société civile qu'il a bien voulu y associer.

Doit-on vraiment s'en étonner au regard du caractère biaisé et sectaire de ces négociations ? Sectaires elles le furent effectivement par l'exclusion d'entités politiques et citoyennes majeures dont la plus scandaleuse fut celle de Générations et Peuples Solidaires (GPS), mouvement citoyen créé par Guillaume Kigbafori SORO, ancien Premier ministre, ancien Président de l'Assemblée nationale devenu selon les observateurs crédibles et avertis, le plus farouche opposant au pouvoir d'Abidjan. L'exclusion de son mouvement est d'autant plus incompréhensible que la crise politique que nous vivons n'est qu'une réplique du séisme militaro-politique ayant secoué notre pays dans l'intervalle 2002-2011 ; crise dont il fut l'un des deux protagonistes majeurs. Sont hélas passés par là, la haine et les ressentiments personnels nourris par le Président OUATTARA contre celui qui dans son parcours politique, n'a jamais ménagé d'effort, allant souvent aux sacrifices les plus inattendus et risqués, pour voir triompher dans son pays le pardon, la réconciliation

nationale vraie et sincère

Le chef rebelle face au défi du pardon et de la réconciliation.

En mars 2007, quand le leader des Forces Nouvelles (FN) saisissait la main tendue du Président de la République d'alors Laurent GBAGBO qui lui proposait l'Accords politique de Ouaga (APO), le pari semblait à la fois insurmontable et risqué ; insurmontable parce qu'intervenant après une série d'accords précédents soldés par des palabres interminables et des échecs ; risqué parce qu'en chef de la rébellion armée, il se devait de convaincre des troupes médiocrement éduquées et réticentes à des négociations qui à leurs yeux relevaient de la reddition voire de la trahison. Pire les troupes et les chefs de guerre avaient pris goût à une économie de guerre profitable à plus d'un. Outre les soldats, une frange de l'opposition politique ivoirienne incarnée par le RDR alors considéré à tort ou à raison comme la branche politique de la rébellion armée, percevait la démarche pacifiste du chef rebelle comme une trahison.

Ce risque, Guillaume SORO ne tardera pas à l'expérimenter quand le 29 juin 2007, dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de Ouaga, son avion fut visé par un attentat à son atterrissage à Bouaké. De cet

attentat soldé par 04 morts et une dizaine de blessés, le principal visé sortira miraculeusement indemne, échappant ainsi aux ennemis de la paix et de la réconciliation.

Mieux, en homme n'ayant pas la culture de la renonciation face aux épreuves, il conduisit courageusement le processus à son terme par l'organisation des élections présidentielles les plus ouvertes, démocratiques et crédibles de l'histoire de la Côte d'Ivoire post-coloniale. Ironie de l'histoire, ces élections ont consacré le triomphe de ceux-là même qui en voulaient viscéralement au Premier ministre SORO pour son adhésion pleine et entière à la sortie de crise prescrite par l'Accord de Ouaga.

L'homme d'État face au défi du pardon et de la réconciliation.

C'est dans un contexte de crise politique majeure, passif de la sanglante et meurtrière crise post-électorale de début 2011, que Guillaume SORO hérite du Perchoir en mars 2012. Mais très vite, il va percevoir la nécessité d'user de cette prestigieuse et privilégiée posture d'État pour prêcher le pardon et la réconciliation nationale, non sans péril là encore. En effet, ce pacifisme débordant va susciter des grincements de dent au sein de sa famille politique du RHDP où nombre d'esprits étaient encore disposés à l'affrontement et la haine». Plus le séjour au Perchoir durait, plus il osait pour le pardon et plus les relations se crispèrent avec ses compagnons du parti présidentiel notamment avec le Président Alassane OUATTARA.

Pire, les relations se détériorèrent dangereusement avec les alliés politiques du RHDP dont le PDCI-RDA, en raison de la création au forceps de la version unifiée de cette alliance politique qui donnait pourtant à espérer d'une paix durable en Côte d'Ivoire, Dans cette crise interne, Guillaume SORO va jouer de sagesse. C'est ainsi que dans son discours à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de la session ordinaire 2018 de l'Assemblée nationale, il proposa avec ferme conviction :

« Le dialogue, pour ma part, dans cette circonstance, doit demeurer le maître-mot. Le parti unifié, je l'espère aura à se construire inclusivement.

Car la division, assurément, fera notre faiblesse. Laissons donc le temps aplanir les différends. Toute théorie scientifique n'est science qu'à la lumière des critères d'universalité, de la critique et de la réfutabilité. Alors si ma posture est réfutable, on pourrait la mettre généreusement sur le compte de l'innocence..»

Mieux, l'on se souvient que l'invitée spéciale de cette cérémonie était Madame Donatille MUKABALISA. Présidente de la Chambre des Députés du Parlement rwandais. Invitation loin d'être fortuite car à travers elle, Guillaume SORO invitait les ivoiriens à s'enrichir de l'expérience du Rwanda en matière de Justice transitionnelle, recette qui a permis à ce pays de passer rapidement de la haine au Pardon. Et d'affirmer :

« Je vous affirme donc ma volonté immarcescible de continuer ce combat, pour le pardon et la réconciliation : voie qui nous conduira à la construction d'une véritable Nation ivoirienne (...) Cette année, les

politique du RDR quand en juillet 2018, il franchit le Rubicon en déclarant à RFI ? :

« Il faut que les prisonniers politiques soient libérés (...) ça ne peut pas être un discours opportuniste.»

Cette dernière déclaration qui prenait à contre-pied la version officielle de l'Exécutif qui ne reconnaissait pas l'existence de prisonniers politiques dans les geôles en Côte d'Ivoire, sonnait la rupture entre le Pouvoir et un homme de courage, d'abnégation, plus accroché à ses convictions politiques qu'au confort institutionnel. C'est donc sans surprise que le 8 février 2019, il rendait sa démission de la présidence de l'Assemblée nationale sous la pression d'un Alassane OUATTARA réputé réfractaire aux divergences d'opinion.

Si hier dans sa recherche effrénée de la paix et de la réconciliation nationale il a failli perdre la vie à Bouaké dans une attaque à la roquette contre son avion, aujourd'hui, Guillaume SORO pour les

« L'exclusion de GPS du dialogue politique est incompréhensible. »

discours, mais surtout les actes, en faveur du pardon et de la réconciliation doivent donc être au cœur de notre activité. Que chacun, enfin, s'y mette, au-delà des postures et des tactiques purement politiciennes.»

En effet, ce pardon il s'y mettra de toute sont énergie. Et pour donner l'exemple, il se proposa en juillet 2017 à son retour d'une visite de travail en Europe de demander pardon à la Côte d'Ivoire entière ainsi qu'aux acteurs majeurs de la déchirure :

« Aujourd'hui, la Côte d'Ivoire a plus que besoin de pardon et de réconciliation. Je veux demander pardon aux Ivoiriens pour tout ce que j'ai pu faire à ce peuple qui a tant souffert. Je demande pardon à mes aînés et même au président Laurent Gbagbo. »

Se croyait-il incompris dans sa famille

mêmes idéals, endure depuis plus de trois ans les épreuves des représailles judiciaires et de l'exil. Et comme hier, aujourd'hui, intraitable, il se refuse à abdiquer.

03

VIE DES DÉLÉGATIONS ET MOUVEMENTS POLITIQUES



GPS HAMBOL TOURNÉE D'ÉVALUATION ET DE REMOBILISATION DANS LE DÉPARTEMENT DE NIAKARA

Le samedi 26 février 2022, GPS Hambol a effectué une tournée d'évaluation et de remobilisation dans le Département de Niakara, occasion de communier avec les points focaux, les présidents des CLC ainsi que les militants venus des différentes localités dudit département. Des délégations sont venues également d'Abidjan, de Gbèkè, du Poro et du Tchologo pour accompagner GPS Hambol dans sa conquête du terrain politique.

Dans la matinée du 26 février 2022, c'était l'étape de Tafiré, ville natale de M. Sié COULIBALY, Président de Initiative Libérale de Côte d'Ivoire (ILCI), par ailleurs Délégué régional GPS Hambol et PCO de ce grand rassemblement dans le Département de Niakara. Plus de 300 militants sont venus des localités de Badikaha, Niediekaha et Tafiré pour traduire leur reconnaissance au Président du GPS, Sem. Guillaume Kigbafori SORO.

Dans la soirée, la délégation officielle s'est rendue à NIAKARA ville où des militants s'étaient mobilisés depuis Tortiya, Arikokaha et Niakara.

M. Sié COULIBALY, prenant la parole à Tafiré et Niakara a demandé aux militants de ne jamais céder à la provocation et de se concentrer sur l'essentiel qui est de travailler au retour imminent du Président de GPS et ancien Président de l'Assemblée nationale Sem Guillaume Kigbafori SORO en vue de faire de lui le prochain Président de la République de Côte d'Ivoire.

Dans la même veine, le Docteur Hervé COULIBALY, Secrétaire général du R-GPS et CoordInateur régional R-GPS Hambol a insisté sur le projet de la fusion qui selon lui, nous rendra fort face à l'adversité.

Quant au point focal de GPS Hambol, M. Kaotan KONÉ, il a fait le point des CLC installés dans le Hambol (432 CLC) et a demandé à tous de s'impliquer davantage dans la tâche de maillage du terrain.

Il est à noter que cette tournée a permis de remobiliser les bases et de

démontrer qu'entre le Président de GPS et le Hambol, c'est une histoire de de famille et de vie qui dure depuis des décennies.

KT LA LUMIÈRE,
Correspondant dans le Hambol.



GPS YOPOUGON : SÉANCE D'ÉVALUATION DE LA DÉLÉGATION COMMUNALE

Dans le cadre d'une tournée d'évaluation des délégations GPS recommandée par Sem Guillaume Kigbafori SORO, Président de GPS,, une équipe conduite par M. GNAPI Jules chef de mission, Dame FIERELAHA Fatou et M. TOURÉ Sanga, a eu une séance de travail le samedi 26 février 2022 avec la Délégation GPS-YOPOUGON dirigée par M. YEO Baba.

Cette rencontre a aussi permis aux membres du Cabinet du Président de GPS de s'imprégner des réalités des militants et sympathisants de la commune.

Ben Sirac LE SAGE
Correspondant à Yopougon.



LE R-GPS TCHOLOGO EN TOURNÉE DE REMOBILISATION DANS LA COMMUNE ET LA SOUS-PRÉFECTURE DE FÉRKÉ.

La tournée de remobilisation entreprise depuis quelques jours par la Coordination R-GPS du Tchologo était dans la période du 11 au 14 février 2022 dans les villages de Houphouékaha, Kafalovogo et dans plusieurs quartiers de la ville de Ferké. Partout, les emissaires de M. Katia SANOGO, adjoint au maire de Ferké, Vice-président du R-GPS et Coordinateur régional R-GPS du Tchologo ont sonné la remobilisation. Pour Mrs SORO Soungalo et SEKONGO Yahya, communaux R-GPS de Ferké et Dame Lepitchin

KONE, Présidente régionale femmes, la victoire de Guillaume SORO aux prochaines élections présidentielles commence maintenant. Ce sont plusieurs chefs de quartiers, de villages et des associations féminines qui ont été visités lors de la tournée.

Sercom R-GPS Tchologo.



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DE EG 72 AVEC POUR AMBITION DE COUVRIR LE TERRITOIRE IVOIRIEN

Le dimanche 20 février 2022, s'est tenue une Assemblée générale extraordinaire du mouvement Espoir de la Génération 72 (EG72-GPS) à Abidjan. Cette rencontre s'est articulée autour des points suivants :

- Informations
- Bilan de l'implantation
- Perspectives.
- Préparatifs de la réunion du Bureau politique.
- Mise en place des CLC (Comités locaux citoyens)
- Divers.

Au titre des informations, le Secrétaire général M. Drissa Ouattara a informé l'Assemblée que la journée internationale de la femme 2022 serait l'occasion d'honorer Mme Doumbia, épouse du Président fondateur d'EG72, Doumbia Youssouf Kader, détenu pour son engagement politique depuis le 17 janvier 2019, sans jugement.

Faisant le point de l'implantation, le Vice-président chargé de l'implantation, M. Soro Katiénadio a fait un exposé dont il faut retenir que sur les 31 régions que compte notre pays, EG 72-GPS est implanté dans 23 régions. Une mission d'inspection ira à l'intérieur du pays en vue de superviser le travail desdites coordinations et donner un coup d'accélérateur à l'installation des Comités Locaux Citoyens (CLC). Enfin, le président Adama Ouattara, assurant l'intérim à la tête du mouvement a entretenu l'assistance sur la constitution prochaine du Bureau Politique d'EG 72.

Sercom EG72-GPS



DÉLÉGATION GPS-YOPOUGON : LE DÉLÉGUÉ COMMUNAL CÉLÈBRE LES FEMMES DE LA COMMUNE

Le mardi 8 mars 2022, une forte délégation conduite par M. YÉO Baba, Délégué Communal GPS-Yopougon a célébré les femmes GPS de Yopougon au quartier Sable, à l'occasion de la journée internationale de la femme. Le clou de la cérémonie fut une conférence qui avait pour thème : LA PLACE DE LA FEMME DANS LA SOCIÉTÉ. Elle fut animée par Mme Dalida OULAÏ, juriste.

Le Délégué Communal, dans son allocution, a dit la reconnaissance de Sem SORO Kigbafori Guillaume, Président de GPS, aux amazones avant de souligner le rôle prépondérant qu'ont joué les femmes à un moment déterminant de la vie de GPS. À l'issue des échanges, un repas a été partagé par les convives dans une ambiance chaleureuse.

Ben Sirac le Sage
Correspondant pour la commune de Yopougon.



La JKS-GPS POSE DES ACTIONS SOCIALES À FERKÉ AU NOM DE GUILLAUME SORO

Le samedi 12 février 2022, le Président national de la Jeunesse Kigbafori Soro (JKS) M. Massaworofinin Daouda COULIBALY, était aux cotés de la coordination de Ferké dirigée par Mlle OUATTARA Karidja. C'était dans le cadre d'actions sociales visant à soulager les populations.

Les heureux bénéficiaires étaient les malades de l'Hôpital général de Ferké, les équipes de football CAMAFER, du quartier Lanviara et de la jeunesse du Monument.

L'hôpital général a ainsi bénéficié de draps destinés à couvrir les lits de malades ainsi que de ciment.

Aussi bien l'équipe de football de CAMAFER que les jeunes des quartiers

Lanviara et Monument ont reçu des jeux de maillots, des ballons et d'autres équipements de football.

Notons que les bénéficiaires n'ont pas manqué de remercier de vive voix ces actions sociales menées par la JKS-GPS au nom du Président de GPS, Sem Guillaume SORO. Ils ont profité de l'occasion pour charger le Président Daouda COULIBALY de transmettre au président Guillaume SORO leur gratitude tout en formulant des prières afin qu'il regagne le plus tôt possible la terre de ses ancêtres.

Jean LIBERTADOR
correspondant pour la JKS



COIN DU BONHEUR

M. DIOMANDÈ LANCINÉ, POINT FOCAL GPS BAFING CONVOLE EN JUSTES NOCES AVEC Mlle MARIAM OUATTARA.

Devant Dieu et les hommes, Mlle Mariam OUATTARA, comptable, est désormais l'épouse de M. DIOMANDÈ Lanciné, point focal intérimaire de GPS pour le Bafing et membre du COC dudit mouvement.

Les deux tourtereaux se sont dit oui le 03 mars 2022 à la mosquée Darou Salam d'Abobo en présence de parents, amis et d'une forte délégation de GPS conduite par sa première responsable nationale Dame Anne-Marie BONIFON.

Le Plumitif
Correspondant pour le Bafing



FMS : TOURNOI DE LA PAIX DOTÉ DU TROPHÉE GUILLAUME SORO DANS LE HAMBOL

Le tournoi de la Paix doté du trophée Guillaume SORO a eu lieu le samedi 1er janvier 2022 dans la sous-préfecture de Niédiékaha, département de Niakara en pays Tagbana. La grande finale placée sous le patronage de Sem Guillaume SORO était supervisée par M. Walina COULIBALY, Président de la Force en Mouvement pour SORO (FMS) qui avait à ses côtés le Vice-président Amichia Bilé AKA et M. Douané Robert GUEU, opérateur économique.

Le match qui a opposé l'équipe locale des résidents à celle des ressortissants du village résidant à Abidjan a enregistré la victoire de la dernière citée.

C'est une population heureuse qui est sortie massivement pour participer à cet événement organisé au nom de Guillaume Kigbafori SORO.

Par ANGE M'Zee
Correspondant pour la FMS.



GPS M'BENGUÉ : TOURNOI DE FOOTBALL DOTÉ DU TROPHÉE GUILLAUME SORO.

Parrainé par M. TUO Kolotioloman, Délégué départemental GPS de M'bengué, un tournoi de football doté du trophée Guillaume SORO a été organisé à Kaloa, village du Département de M'bengué., par les jeunes soroïste dudit département.

La finale a opposé l'équipe des étudiants du Département à celle des jeunes célibataires de Kaloa. Et c'est cette dernière équipe qui en est sortie victorieuse.

A la fin du match, un dindon a été offert à Guillaume SORO, Président de GPS, par le chef de Kaloa.

Nestor LECALAO, correspondant dans le Poro.

Par ANGE M'Zee
Correspondant pour la FMS.



Sout to Soul



DOUMBIA YOUSSEUF KADER



TRAORÉ MAMADOU



KONE ARDJOUA
HERMANN



KASSE KOUAME
JEAN BAPTISTE



SILUE EMMANUEL



DOSSO SEYDOU



KAMAGATE ADAMA



BAMBA
SOULEYMANE



FOFANA
KOUAKOU KONAN



TRAORÉ LAMINE

Liberté

Pour les prisonniers politiques



Le magazine de Génération et Peuples Solidaires